

**Nations unies - Lutte contre le
terrorisme - Visite du conseil de
sécurité dans les pays du bassin du
lac Tchad - Enseignements tirés
devant la presse par le représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies**
(New York, 07 mars 2017)

Le conseil de sécurité a pris la décision de venir dans la région du lac Tchad parce qu'il y avait un décalage flagrant entre d'un côté l'accumulation des défis qui se posent dans cette région et, de l'autre, la réponse de la communauté internationale, qui était à la fois insuffisante et morcelée.

Et je crois qu'au terme de cette mission importante, on peut tirer trois enseignements principaux, qui correspondent aux trois grands objectifs que nous nous étions fixés :

Premier enseignement : cette visite était cruciale en elle-même, non seulement pour mettre un coup de projecteur sur la région du lac Tchad mais aussi pour en faire une vraie priorité, dans la durée, de la communauté internationale. La région du lac Tchad, qui a toujours été une priorité pour la France, n'a pas eu en effet l'attention qu'elle méritait de la part de la communauté internationale. Cette visite contribue à réparer cette erreur, qui était aussi une injustice.

C'est en cela que la visite a pu être qualifiée d'historique par plusieurs de nos interlocuteurs - c'est le terme employé par exemple par le président de la République du Niger, M. Issoufou. Une illustration particulièrement forte dans le même sens, c'est cette jeune réfugiée qui, à Maroua, un bébé dans les bras, a éclaté en sanglots devant nous en indiquant : «par votre présence, vous m'avez montré que je suis importante pour vous, que je comptais à vos yeux. Pour moi c'est vital».

Deuxième enseignement : cette visite nous a démontré que face à la crise multiforme - sécuritaire, humanitaire et économique - qui frappe cette région la seule réponse possible était une approche globale, articulant de manière intégrée nos trois priorités : renforcer la coordination contre Boko Haram, répondre à l'urgence humanitaire et enclencher le cercle vertueux du développement. Tous nos interlocuteurs nous l'ont dit, et les remontées du terrain sont sans ambiguïté : pour réussir, il faut s'attaquer de front et de manière complémentaire à ces trois défis. Comment vaincre le terrorisme sans éradiquer la grande pauvreté et la malnutrition ? Comment le faire sans améliorer l'éducation et l'emploi des jeunes ? Inversement, comment engager le développement sans venir à bout de Boko Haram ? On voit bien que tout est lié, et que compartimenter c'est se condamner à l'impuissance. La seule manière de réussir, c'est d'attaquer de front les trois défis.

La première priorité est donc de renforcer la coordination contre le terrorisme, et Boko Haram en particulier. C'est dans cet esprit que la France, pour sa part, s'est engagée très tôt, en organisant dès le mois de mai 2014, sous l'égide du président de la République François Hollande, une réunion à Paris, la première conférence jamais organisée sur cette question, qui a été essentielle pour définir notre cadre d'action commune. Sur le plan militaire, la France joue là aussi un rôle moteur à travers notamment les 4.000 hommes de la force Barkhane, déployés sur un territoire immense, plus vaste que l'Europe de Lisbonne à Moscou. Barkhane, c'est la colonne vertébrale de la lutte anti-terroriste dans la région. À la fois comme force de lutte directe contre le terrorisme, en lien avec les pays du G5, sur l'ensemble du Sahel ; et en appui à la Force multinationale mixte (FMM), sur le plan logistique et du renseignement notamment, pour ce qui concerne la lutte contre Boko Haram. Nous avons visité les états-majors de ces deux forces, car nous tenions à «ouvrir le capot de la voiture» pour voir concrètement avec la FMM et avec Barkhane en quoi nous pouvions les appuyer. Ainsi pour ce qui concerne la force multinationale mixte, l'Union européenne lui apporte un soutien important, avec 50 millions d'euros engagés, dont la plus grande partie, 31 millions, ont été décaissés. Lors de notre entretien avec la FMM je leur ai suggéré de demander des moyens, via l'Union africaine, à l'Union européenne, à partir de projets précis.

La deuxième priorité, c'est de répondre à l'urgence humanitaire. Le message unanime des interlocuteurs que nous avons rencontrés, c'est que la communauté internationale doit faire plus en ce domaine pour soutenir des pays qui sont en première ligne dans la lutte contre le terrorisme et qui accueillent un nombre considérable de réfugiés. La Conférence d'Oslo, du 23 et 24 février, a permis déjà de mobiliser des fonds importants. On est à 672 millions de dollars pour les quatre pays du lac Tchad. L'Union européenne et la France sont très mobilisées. La France a par exemple débloqué plus de 13 millions et demi d'euros pour les quatre pays du Bassin du lac Tchad en 2016. À cela s'ajoute l'initiative «lac Tchad» de l'AFD qui porte sur 35 millions d'euros. Au Niger par exemple, nous concentrons cette aide dans la région de Diffa, qui a besoin d'une assistance littéralement immédiate. S'agissant du Tchad, se tiendra prochainement une réunion des bailleurs sous l'égide de la Banque mondiale. Au Tchad, du reste, nos interlocuteurs nous ont indiqué que les besoins humanitaires les plus criants concernaient moins la zone du Lac Tchad proprement dite que le reste du pays. Il faudra donc, au-delà de la priorité affichée en faveur de la région du Lac Tchad, faire preuve de pragmatisme et promouvoir des circuits de distribution de l'aide humanitaire qui puissent toucher l'ensemble du pays, là où les besoins sont les plus élevés.

La troisième priorité, inséparable des deux premières, c'est d'enclencher le cercle vertueux du développement - avec les actions correspondantes dans le domaine de l'éducation, de la santé, des infrastructures, de la gouvernance ou encore du rôle des femmes. Tous nos interlocuteurs nous ont fait valoir combien les femmes détiennent pour une grande part la clé du développement dans la région.

Troisième enseignement : notre action dans la région du Lac Tchad doit être un exemple pour la réforme des Nations unies. Cette mission nous confirme en effet que l'approche par silos, qui a longtemps été la plaie de la bureaucratie onusienne, est une impasse, et que seule l'approche intégrée combinant de manière intelligente toute la panoplie des leviers à notre disposition, peut réussir. Ce faisant, cette mission du conseil de sécurité conforte la vision d'Antonio Guterres, pleinement soutenue par la France, pour la réforme des Nations unies.

La région du Lac Tchad a vocation à être exemplaire sur ce plan : on y voit bien qu'il faut sortir de l'approche compartimentée des technocrates - la paix et la sécurité d'un côté, le développement de l'autre, les droits de l'Homme encore ailleurs - pour embrasser l'approche intégrée des praticiens du terrain. On y voit bien que le continuum proposé par Antonio Guterres, de la prévention des conflits au développement en passant par le maintien et la consolidation de la paix, est la seule option efficace dans l'action : pour avancer, il faut marcher sur les deux jambes de la paix durable et du développement durable.

La clé sera bien sûr la mise en oeuvre de ces enseignements. Si nous sommes capables de les inscrire dans la réalité, dans la région du Lac Tchad comme dans notre action plus large au sein des Nations unies, alors cette visite aura mérité le qualificatif d'historique que plusieurs de nos interlocuteurs lui ont donné./.